

EAU ET CLIMAT : RELEVER LES DEFIS POUR UN DEVELOPPEMENT DURABLE ET JUSTE

POSITIONNEMENT

Août 2015

La Coalition Eau regroupe les principales ONG françaises mobilisées pour promouvoir un accès à l'eau et à l'assainissement pérenne pour tous, tout en préservant les ressources en eau.

Sont membres de la Coalition Eau : ACAD, Action contre la Faim, ADEDE, AVSF, CCFD, Coopération Atlantique Guinée 44, CORAIL, CRID, 4D, East, Eau Sans Frontières International, Eau Vive, GRDR, Green Cross International, GRET, Hydraulique Sans Frontières, IDO, Ingénieurs Sans Frontières, Initiative Développement, Kynarou, Morija, Réseau Foi et Justice Afrique Europe, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, Sherpa, Solidarité Eau Europe, Toilettes du Monde, Triangle Génération Humanitaire, WECF.

CONTACT

Coalition Eau
27 rue Léon Loiseau
93100 Montreuil

Tél. +33 (0)1 41 58 52 77
Fax +33 (0)1 41 58 50 58
Email contact@coalition-eau.org

www.coalition-eau.org

Résumé

L'eau est au cœur des changements climatiques, elle est le principal vecteur par lequel ces changements impacteront les sociétés et les écosystèmes. En effet, le cycle hydrologique se trouve affecté dans tous ses aspects par le changement climatique : modification des régimes de précipitations, du ruissellement, augmentation du niveau de la mer, processus de désertification... Ces variations auront de fortes répercussions humaines, économiques et environnementales sur l'ensemble des domaines du développement, qu'il s'agisse d'accès à l'eau potable et à l'assainissement, d'agriculture et de sécurité alimentaire, d'énergie, de préservation des écosystèmes... A cela s'ajoutent les risques de catastrophes naturelles liées à l'eau.

Parallèlement, le secteur de l'eau a un rôle majeur à jouer dans la lutte contre le changement climatique, tant pour l'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère) que l'adaptation (mesures visant à faire face aux bouleversements liés au changement climatique). La régulation du cycle de l'eau au niveau local est aussi essentielle pour assurer la stabilisation des microclimats, et du climat en général.

Eau et changement climatique sont donc intrinsèquement liés. Cette question de l'interdépendance entre eau et climat est fondamentale pour penser globalement les trajectoires de développement. Ainsi, pour agir sur le climat, il est indispensable d'intégrer le facteur « Eau », comme il faut prendre en considération le facteur « Climat » dans les politiques de gestion et de préservation de la ressource en eau. Pourtant, cette compréhension et cette prise en compte du couple Eau/Climat sont encore faibles : d'une part, l'eau est peu visible et peu considérée dans les négociations et politiques relatives au climat, d'autre part, les politiques de l'eau n'intègrent pas assez la planification du changement climatique.

Les populations les plus exposées aux impacts du changement climatique sont les populations les plus vulnérables, vivant dans les pays dotés des capacités de résilience économique et écologique les plus faibles. **Il est donc urgent d'inverser la tendance afin d'enrayer le réchauffement climatique et d'assurer le développement durable des populations, en adéquation avec l'Agenda de développement post-2015 et les Objectifs de Développement Durable (ODD)**. Pourtant, fait extrêmement inquiétant, les Etats peinent à prendre des engagements suffisants afin de limiter la hausse des températures à 2°C d'ici la fin du siècle, par rapport à la période préindustrielle. Au-delà de ce seuil, les perturbations sur le fonctionnement du cycle de l'eau seront considérables, impactant les écosystèmes et les hommes de manière grave et irréversible.

Face à ces enjeux, la Coalition Eau se mobilise et adresse ses recommandations aux décideurs et acteurs du développement, en vue de la prochaine Conférence sur le Climat à Paris (COP21) et au-delà :

1. **L'accès durable et équitable à l'eau potable et à l'assainissement** doit être une réalité pour tous, afin d'accroître la résilience des populations.
2. **L'accès à l'eau pour les agricultures familiales** doit être garanti afin de leur permettre de s'adapter au changement climatique et d'assurer la sécurité alimentaire.
3. **La mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)**, élément clé de l'adaptation, doit être renforcée au niveau de chaque bassin versant.
4. **Le cycle de l'eau** doit être protégé et rétabli au niveau local pour contribuer à la régulation du climat.
5. **Des modèles de développement sobres en eau** doivent être mis en place.
6. **La prévention, la préparation et la réponse** aux crises liées à l'eau doivent être renforcées.
7. **Des financements additionnels**, prenant en compte la dimension "Eau", doivent être alloués afin de limiter le changement climatique et de s'adapter à ses effets.
8. **La société civile**, y compris les acteurs du secteur de l'eau, doit être associée aux politiques et négociations relatives au climat.

L'eau, élément central des questions climatiques

L'eau, une ressource vitale menacée par le changement climatique

L'eau est au cœur des changements climatiques, elle est le principal vecteur par lequel ces changements impacteront les sociétés et les écosystèmes. En effet, le cycle hydrologique se trouve affecté dans tous ses aspects par le changement climatique : modification des régimes de précipitation, du ruissellement, augmentation du niveau de la mer, processus de désertification... Ces variations auront de fortes répercussions humaines, économiques et environnementales :

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement : En 2015, 1,8 milliards de personnes consomment une eau contaminée par des matières fécales, tandis que 2,5 milliards de personnes n'ont pas accès à un assainissement de base (JMP 2014). Or, le réchauffement climatique impacte négativement la quantité (accroissement du stress hydrique) et la qualité (augmentation de la charge en agents pathogènes dans l'eau avec des impacts sur la santé, salinisation des sols et des nappes phréatiques...) des ressources en eau. Ces facteurs aggravent les conditions de vie de ces populations déjà vulnérables : 1 à 2 milliards de personnes risquent ainsi de souffrir d'une augmentation du stress hydrique à l'horizon 2050 (GIEC, 2008). Cela pèse sur leurs capacités de résilience, les exposant de manière accrue aux effets du changement climatique.

L'agriculture et la sécurité alimentaire : Le stress hydrique renforcé par le changement climatique impacte directement l'agriculture et la sécurité alimentaire, qu'il s'agisse de cultures irriguées ou pluviales, d'élevage sédentaire ou pastoral. En effet, l'agriculture représente environ 70% des prélèvements d'eau douce (WWDR 2012). Les agricultures familiales du Sud seront fortement exposées à ces changements du fait de leur plus grande dépendance à l'environnement, alors même qu'elles ont des comportements beaucoup plus respectueux de celui-ci que d'autres modèles agricoles. Au Sahel, les éleveurs pastoraux sont déjà confrontés à une grave crise du fait des sécheresses marquées perturbant très fortement les parcours de transhumance et leurs capacités de résilience. De manière générale, alors que 795 millions de personnes souffrent de sous-alimentation en 2014-2016 (FAO, 2015), les régions les plus impactées par le changement climatique seront celles les plus touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, avec l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des sécheresses dans les zones arides, et des épisodes de fortes précipitations destructrices pour les récoltes.

L'énergie : Le secteur de l'énergie est le deuxième plus gros utilisateur d'eau : la plupart des méthodes de production d'énergie nécessitent d'importantes quantités d'eau directement (cultures à destination des bioénergies et hydroélectricité) ou indirectement (refroidissement pour l'énergie thermique) (GIEC, 2014). Or, dans certaines régions, la raréfaction ou la disponibilité variable de la ressource en eau engendrée par le changement climatique affecte la fiabilité de la production énergétique et imposera de plus en plus de coûts supplémentaires (AIE, 2012). De plus, la demande en énergie est croissante (notamment hors OCDE), augmentant davantage les pressions sur la ressource. Rappelons en outre que l'énergie est indispensable à l'ensemble du cycle d'utilisation de l'eau par l'Homme : extraction par pompage, transport, traitement... (*Eau et Climat : Agir pour l'avenir*, PFE, 2015).

Les écosystèmes : L'eau est un milieu de vie, support d'écosystèmes riches, eux-mêmes vitaux pour la survie de l'homme. Déjà menacés par les pollutions anthropiques, par les barrages ou encore par la surexploitation, les écosystèmes d'eau douce sont particulièrement frappés par le changement climatique. L'augmentation des températures de l'eau, l'intensité extrême ou, à l'inverse, la diminution du ruissellement, l'assèchement de zones humides vont entraîner une destruction importante de la faune et de la flore, ainsi que l'extinction de nombreuses espèces aquatiques. Parallèlement, la raréfaction de la ressource en eau accentuera la désertification de certaines zones, pesant sur la faune et la flore tout autant que sur les hommes.

Les catastrophes liées à l'eau : 90% des catastrophes naturelles sont liées à l'eau. La variabilité et l'intensité croissante des précipitations, du fait du changement climatique, augmentent le risque d'inondations et de sécheresses dans de nombreuses zones du globe. Par ailleurs, selon le GIEC, les pertes dues aux catastrophes vont augmenter en raison d'une plus grande exposition et vulnérabilité des populations aux risques. Ces catastrophes vont conduire aux déplacements de nombre de personnes, victimes ou menacées par ces changements climatiques, venant grossir les rangs des migrants, des réfugiés et des déplacés climatiques.

La sécurité et la paix : Le changement climatique accroît la pression sur les ressources en eau, exacerbant la concurrence entre les différents usages de l'eau et les tensions entre groupes de population (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs, ménages, industriels...) autour de la disponibilité et de l'utilisation de la ressource. Cela constitue un risque de conflit, déjà réel dans certaines zones. A cela s'ajoute le phénomène des réfugiés climatiques, les questions relatives aux déplacements de personnes constituant des risques de tensions supplémentaires.

L'eau au cœur de la lutte contre le changement climatique

Le secteur de l'eau a un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique, tant pour l'atténuation (réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère) que l'adaptation (mesures visant à faire face aux bouleversements liés au changement climatique). L'eau peut également agir positivement sur la stabilisation du climat, si l'équilibre du cycle local de l'eau est préservé.

L'atténuation :

La relation entre l'eau et l'atténuation est une relation réciproque : le secteur de l'eau peut contribuer aux efforts d'atténuation, par exemple en limitant la consommation énergétique du secteur ou en limitant le rejet des GES, notamment via le traitement des eaux usées. A l'inverse, les différentes mesures d'atténuation prises ont des impacts sur la disponibilité de la ressource en eau, telles que les techniques de piégeage et le stockage du CO₂ qui peuvent entraîner une détérioration de la qualité des eaux souterraines en cas de fuite du CO₂.

L'adaptation :

De par sa nature transversale, l'eau est au cœur des stratégies d'adaptation au changement climatique, qui doivent prendre en compte plusieurs facteurs : l'aléa climatique (sécheresse, inondation...), l'exposition, la vulnérabilité des systèmes naturels et humains. Dès lors, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'accès à l'eau agricole, la préservation de la ressource... permettent d'accroître la résilience des populations. Ceci place la question de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) comme l'une des clés de l'adaptation au changement climatique, afin de gérer les ressources en eau de manière optimale et durable. Réciproquement, il est indispensable d'intégrer la dimension du changement climatique dans la gestion de la ressource.

Qu'est-ce que la GIRE ?

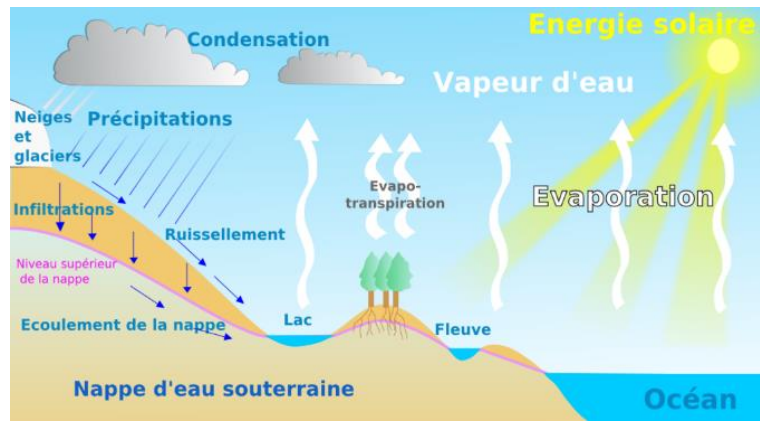
La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est un processus qui encourage la gestion coordonnée de l'eau, des terres et des ressources associées en vue de maximiser le bien-être économique et social qui en résulte d'une manière équitable, sans compromettre la durabilité d'écosystèmes vitaux.

Elle vise ainsi à :

- protéger la ressource en eau et améliorer sa connaissance,
- planifier l'utilisation de la ressource et pratiquer une politique d'économie de l'eau,
- impliquer les hommes et femmes équitablement, prévenir et gérer les conflits liés aux usages de l'eau,
- satisfaire de façon globale les demandes légitimes et raisonnées (agriculture, usages domestiques, industrie...),
- préserver les écosystèmes et prévenir les risques.

Agir autrement sur le climat : rééquilibrer le cycle local de l'eau pour limiter les changements climatiques

Le cycle de l'eau au niveau local s'articule autour de trois phénomènes liés : précipitations, infiltration, évapotranspiration. Lors des précipitations, une partie de l'eau ruisselle et une partie s'infiltré dans la terre, favorisant la recharge des nappes phréatiques et l'évapotranspiration par la végétation et la surface (sols, eaux libres). Cette évapotranspiration permet de restituer l'eau à l'atmosphère, entraînant la formation de nuages et le déclenchement de nouvelles précipitations. Cependant, l'activité humaine (urbanisation, agriculture, industries...) crée des interférences dans ce cycle : par exemple, l'imperméabilisation des sols empêche l'infiltration des eaux dans la terre et limite l'approvisionnement en eau du cycle local de l'eau.



© Toony, *Wikimedia common*

Par ailleurs, lorsque l'eau vient à manquer dans les sols et dans l'atmosphère, des conditions thermiques extrêmes prédominent. Les températures locales augmentent et au-dessus des villes, de véritables bulles de chaleur se créent. Les vents, dont la direction et l'intensité sont influencées par les différences de températures, se déplacent différemment, tout comme les nuages. La fréquence et l'intensité des précipitations sont alors bouleversées. Le cycle local de l'eau étant ainsi dérégulé, il entraîne des modifications sur le climat local (ou microclimat). Ces changements climatiques à l'échelle locale s'additionnant les uns aux autres, c'est en réalité le climat au niveau global qui est impacté. Il est donc essentiel de contribuer à rééquilibrer le cycle local de l'eau afin d'atténuer les modifications climatiques aux niveaux local et global.

Relever les défis de l'eau face aux dérèglements climatiques : nos recommandations

1. L'accès durable et équitable à l'eau potable et à l'assainissement doit être une réalité pour tous, afin d'accroître la résilience des populations

L'accès à l'eau potable et à l'assainissement est un besoin vital, dont sont encore privés plus de 2 milliards d'êtres humains. Pourtant, il a été reconnu comme un droit de l'Homme par les Nations Unies en 2010. Une situation aggravée par les effets négatifs du réchauffement climatique, qui impactent tant la quantité que la qualité de l'eau. Or, l'accès réduit des populations à des services de base de qualité, en aggravant leurs conditions de vie, les rend d'autant plus vulnérables aux impacts du changement climatique. C'est pourquoi il est essentiel de rendre effectif l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, afin d'accroître la résilience des populations, et notamment des plus démunis.

La Coalition Eau demande que :

- les autorités politiques et acteurs de développement fassent de l'accès durable à l'eau potable et à l'assainissement une des priorités de leurs stratégies et plans d'action, aussi bien en matière de développement que d'adaptation au changement climatique ;
- des moyens financiers, issus notamment des fonds Climat et des budgets nationaux, soient affectés à l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, à la hauteur des besoins.

2. L'accès à l'eau pour les agricultures familiales doit être garanti afin de leur permettre de s'adapter au changement climatique et d'assurer la sécurité alimentaire

Les agricultures paysannes (cultivateurs, éleveurs sédentaires et pastoraux, pêcheurs artisanaux) nourrissent 70% de la population mondiale avec des pratiques plus respectueuses de l'environnement que d'autres modèles agricoles plus productivistes. Pourtant, ces paysans sont parmi les premières victimes du réchauffement climatique. Ils sont en outre confrontés à des conflits violents face à la concurrence exacerbée autour de la ressource en eau, du fait des pressions anthropiques et climatiques croissantes. Il est donc essentiel de garantir l'accès à l'eau à ces paysans, hommes et femmes, afin de leur permettre d'assurer leur subsistance et de répondre aux enjeux de sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les villes et les campagnes, ainsi qu'aux enjeux environnementaux, climatiques et de maintien d'emplois dans les zones rurales.

La Coalition Eau demande que :

- l'accès à l'eau des paysans, moyen de production et de vie essentiel, soit sécurisé et que leurs droits d'accès et d'usage à l'eau pour produire soient protégés ;

- les Etats, les institutions et banques de développement, et les acteurs économiques, reconnaissent les savoir-faire plus résilients des agricultures paysannes et soutiennent ces petits agriculteurs. Cet appui, politique et financier, doit se traduire par un accès sécurisé à la terre et à l'eau, afin d'améliorer la résilience de ces paysans, leur capacité d'adaptation au changement climatique et leur contribution au développement socioéconomique régional et national.

3. La mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE), élément clé de l'adaptation, doit être renforcée au niveau de chaque bassin versant

L'adaptation tend à prendre une place de plus en plus importante dans les négociations climatiques, mais en reste encore le parent pauvre par rapport à l'atténuation. Pourtant, elle constitue un enjeu majeur pour les pays en développement et les pays les moins avancés, les plus touchés par les impacts du changement climatique. La Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) est l'un des piliers de l'adaptation au changement climatique, pour le secteur de l'eau. La GIRE vise en effet à reconnaître l'interdépendance des différents usages de l'eau et à promouvoir une gestion intégrée engageant l'ensemble des secteurs dans les processus de planification et de décision liés aux ressources en eau. Elle permet ainsi de mettre en cohérence les politiques publiques de différents secteurs et s'appuie sur la participation de toutes les parties prenantes, des usagers aux décideurs, dans la gestion de l'eau à tous les niveaux (local, régional, national, international). Face aux effets du changement climatique et aux pressions qui vont s'aggraver sur la ressource, la GIRE introduit des principes de durabilité, de préservation, de répartition équitable entre les différents usages (y compris avec l'agriculture), d'utilisation efficiente de la ressource. Elle permet aussi de créer des solidarités et des cohérences au niveau local et régional, d'améliorer les pratiques de gouvernance et de développer la concertation entre acteurs présents sur un même bassin, sous réserve que ceux-ci soient reconnus et considérés.

La Coalition Eau demande que :

- l'adaptation soit considérée au même niveau que l'atténuation dans les négociations et politiques sur le climat, et que l'eau soit intégrée dans ces deux volets complémentaires ;
- les gouvernements et les institutions d'appui au développement fassent de la GIRE une des priorités de leurs stratégies de développement et de leurs stratégies liées au changement climatique, en s'assurant de la participation effective de tous les acteurs du bassin versant ;
- les principes de la GIRE intègrent les conséquences dues aux changements climatiques, afin de préserver la ressource et d'assurer sa gestion optimale. La gestion de l'incertitude, l'amélioration de l'information, le suivi-évaluation des impacts socioéconomiques et le renforcement des capacités doivent aussi être pris en compte ;
- la protection des écosystèmes et la préservation de leurs fonctionnalités soient prises en compte en amont de tout projet d'investissement impactant les milieux naturels, au regard de leur valeur socioéconomique.

4. Le cycle de l'eau doit être rétabli et protégé au niveau local pour contribuer à la régulation du climat

La question de l'eau est primordiale pour le changement climatique. C'est par l'eau que se manifeste l'impact le plus important et le plus sensible du changement climatique pour les populations. Réciproquement, la perturbation du cycle de l'eau par les activités humaines affecte le climat et favorise l'avènement d'événements climatiques extrêmes. En lien avec la GIRE, il est donc essentiel de protéger et de rétablir le cycle naturel de l'eau,

notamment au niveau local, afin de contribuer à rééquilibrer les microclimats, et donc, de manière générale, le climat. Cela passe par : protéger et bien gérer les eaux souterraines autant que les eaux de surface, récupérer et valoriser l'eau de pluie – en particulier par les techniques de conservation de l'eau et des sols (CES) –, désimperméabiliser les sols, favoriser l'infiltration de l'eau dans la terre (maintien du couvert végétal...), utiliser des techniques d'irrigation plus économes en eau (goutte-à-goutte...), restaurer les zones humides, tout en diminuant les prélèvements de la ressource¹.

La Coalition Eau demande que :

- ↻ les travaux des institutions de recherche sur les impacts de la gestion de l'eau sur le climat soient soutenus, de façon à mieux cibler les actions d'atténuation du changement climatique dans la gestion de l'eau ;
- ↻ les solutions permettant d'une part, de limiter les prélèvements non soutenables d'eau dans les rivières et nappes phréatiques et d'autre part, de rendre l'eau à la terre afin de restaurer le cycle de l'eau soient développées.

5. Des modèles de développement sobres en eau doivent être mis en place

Développement et climat sont intrinsèquement liés et il est indispensable de considérer les politiques de changement climatique au regard des politiques de développement, et inversement. Le développement attendu par de nombreuses populations sur terre va accroître les pressions sur les ressources en eau, dans des régions déjà fortement soumises au stress hydrique. Les dérèglements climatiques, présents et futurs, constituent en outre un facteur de fragilisation supplémentaire pour les ressources naturelles, dont l'eau. Il est donc essentiel de promouvoir des modèles de développement sobres en eau et respectueux de la ressource. A titre d'exemple, l'agriculture, qui absorbe 70% de l'eau, est un secteur dans lequel les économies d'eau sur l'ensemble de la chaîne pourraient être considérables. Cela impliquerait de repenser nos modèles agricoles dans leur ensemble, et de passer d'une agriculture productiviste, gourmande en eau, à des pratiques plus économes en eau, telles que l'agroécologie. Les filières industrielles pourraient aussi être optimisées, en recherchant des procédés de production moins consommateurs d'eau.

La Coalition Eau demande que :

- ↻ les négociations sur le climat intègrent l'adoption de modèles de développement économes en ressources naturelles, dont l'eau, de manière durable ;
- ↻ les décideurs politiques et acteurs économiques privilégient des solutions à faible empreinte en eau. Ces mesures devront s'accompagner d'un partage des connaissances et des savoir-faire déjà existants, ainsi que de transferts de technologies associés à des adaptations aux contextes locaux.

6. La prévention, la préparation et la réponse aux crises liées à l'eau doivent être renforcées

Face aux catastrophes naturelles (inondations, sécheresses) et à leurs conséquences, il est urgent d'améliorer les mécanismes de prévention, de préparation et de réponse aux crises liées à l'eau, tout en renforçant la résilience des populations vis-à-vis de ces événements, à tous les niveaux (local, national, régional, international). En effet,

¹ Voir les travaux de Michal Kravcik : <http://www.waterparadigm.org/indexen.php?web=../home/homeen.html>

Voir la vidéo de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse : <https://www.youtube.com/watch?v=xXQtYsqvLA>

la réduction de l'exposition au risque, de la vulnérabilité et la capacité à réagir, sont les trois facteurs qu'il est nécessaire de renforcer pour prévenir la réalisation des risques. En outre, le développement et la lutte contre la pauvreté et les inégalités sont les meilleures protections contre les désastres car ils rendent les communautés plus résistantes et mieux équipées pour faire face. Enfin, l'aide en temps de crise doit systématiquement faire le lien avec la sortie de crise, la rénovation et la reconstruction.

La Coalition Eau demande que :

- les Etats intègrent la prévention, la préparation et les réponses aux urgences dans leurs stratégies nationales, et qu'ils renforcent les liens avec d'autres cadres d'actions tels que les Objectifs de Développement Durable ou les plans nationaux d'adaptation ou d'atténuation au changement climatique ;
- les vulnérabilités des populations face aux crises soient réduites à travers la mise en œuvre de projets Eau et Assainissement intégrant le renforcement de l'expertise et des capacités, la sensibilisation, une meilleure gestion des incertitudes ainsi que la mise en place de systèmes d'alerte précoces liés aux mécanismes de réponses rapides ;
- la coordination entre tous les acteurs de l'aide humanitaire soit renforcée, dans le cadre de la Réforme Humanitaire, et qu'une meilleure coordination soit opérée avec les acteurs d'appui au développement ;
- le lien entre Prévention, Urgence, Reconstruction et Développement soit amélioré, tant au niveau opérationnel que financier.

7. Des financements additionnels, prenant en compte la dimension "Eau", doivent être alloués afin de limiter le changement climatique et de s'adapter à ses effets

Le changement climatique va nécessiter une véritable transformation des modes de production et de consommation tels qu'on les connaît aujourd'hui afin de permettre la stabilisation du climat. Il requiert aussi une transformation des sociétés pour qu'elles puissent répondre aux impacts du changement climatique, à travers l'adaptation. A cela s'ajoute le fait de rééquilibrer le cycle de l'eau afin de contribuer à limiter les modifications du climat. Si ces transitions économiques et sociétales sont nécessaires, elles ont un coût. Celui-ci est particulièrement lourd pour les pays en développement qui sont dans l'incapacité de le supporter, alors qu'ils affrontent déjà un certain nombre de difficultés socioéconomiques. Par ailleurs, la question des financements s'est jusqu'ici centrée sur l'atténuation, au détriment de l'adaptation qui induit des notions de solidarité entre les peuples et de responsabilité des pays développés vis-à-vis des pays en développement. Cette solidarité climatique est pourtant indispensable. Le financement de l'adaptation reste ainsi bien en-deçà des besoins des pays en développement. Or, selon la Banque Mondiale, les besoins d'adaptation des pays en développement dans le domaine de l'eau, pour ce qui concerne la distribution municipale et industrielle de l'eau ainsi que la protection contre les inondations, est comprise entre 13,3 milliards et 16,9 milliards de dollars par an entre 2010 et 2050. Si on ajoute le coût de l'adaptation pour l'eau agricole (extension et amélioration de l'efficacité de l'irrigation) estimé à 3,4 milliards de dollars par an, on arrive à un total de 16,7 milliards de dollars supplémentaires nécessaires par an pour le domaine de l'eau, a minima².

² The Costs to Developing Countries of Adapting to Climate Change *New Methods and Estimates* The Global Report of the Economics of Adaptation to Climate Change Study, World Bank 2010

La Coalition Eau demande que :

- les décideurs politiques prennent des engagements forts en faveur du financement de l'adaptation dans le cadre des négociations internationales sur le changement climatique ;
- les financements Climat (atténuation et adaptation) intègrent l'eau dans leurs priorités, dont l'accès à l'eau potable et à l'assainissement ainsi que l'accès à l'eau pour les agricultures familiales, et soutiennent des actions d'accompagnement à l'adaptation pour les populations ;
- les financements de l'adaptation soient additionnels à ceux du développement. Le développement de services essentiels durables et résilients, afin de faire face au changement climatique, entraîne effectivement un surcoût ;
- les critères d'adaptation, qui déterminent l'obtention de ces fonds, soient clarifiés et que les méthodes de comptabilisation des financements soient harmonisées à l'échelle internationale ;
- des financements supplémentaires soient alloués aux réponses humanitaires, afin de répondre à l'accroissement des événements extrêmes du fait du changement climatique.

8. La société civile, notamment du secteur de l'eau, doit être associée aux politiques et négociations relatives au climat

Le changement climatique est un phénomène global qui affecte aussi bien les sociétés que les écosystèmes, à tous les niveaux : local, national, régional, international. Parce que les effets du changement climatique ont des répercussions dramatiques sur les populations, que de nombreuses solutions existent non seulement, au niveau global mais aussi au niveau régional et local, que les Etats sont redevables auprès des citoyens dont ils doivent garantir les droits, il est indispensable que la société civile soit associée aux processus de décision relatifs aux questions climatiques, ainsi que dans le suivi-évaluation des engagements. La communauté de l'eau a elle aussi son rôle à jouer en tant que porteur de solutions et d'innovations. Et alors que l'eau est essentielle dans les considérations climatiques, notamment à travers la notion de gestion intégrée des ressources en eau, seule une gestion démocratique de cette ressource permettra sa gestion efficace et optimale. Les citoyens doivent ainsi être pleinement associés aux décisions, ce qui nécessite aussi de leur donner les moyens et connaissances pour ce faire. Les communautés doivent aussi être incitées à agir, à leur niveau. La capacité des populations à s'organiser leur permettra d'être d'autant plus résilientes aux impacts du changement climatique.

La Coalition Eau demande que :

- la société civile, y compris les acteurs du secteur de l'eau, soit associée de manière effective aux processus de décision relatifs d'une part, aux questions climatiques et d'autre part, à la gestion de l'eau. Cette inclusion de la société civile, qui implique aussi un renforcement de ses capacités, doit se faire à tous les niveaux : élaboration, mise en œuvre et suivi-évaluation de ces décisions ;
- les connaissances des citoyens soient renforcées en matière de changement climatique et de gestion de l'eau afin qu'ils puissent s'approprier la thématique et les projets, et participer aux politiques relatives à ces enjeux.

La Coalition Eau et ses ONG membres se mobilisent sur le terrain

Les ONG membres de la Coalition Eau mènent de nombreuses actions sur le terrain, afin de renforcer la résilience des populations, notamment des plus vulnérables fortement exposées aux impacts du changement climatique, mais aussi des systèmes naturels, à travers la préservation des ressources en eau. Elles interviennent ainsi pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, l'accès à l'eau agricole, la gestion intégrée des ressources en eau, la préservation et la restauration de l'environnement, la prévention et la réponse aux catastrophes liées à l'eau...

Accès à l'eau potable

Afin d'aider les populations vivant dans le désert du Thar (région du Sindh, Pakistan) à affronter les pénuries d'eau en période de sécheresse, le **Secours Islamique France (SIF)** a mis en place un projet d'accès à l'eau potable. Dans ce cadre, un château d'eau et des réservoirs de collecte d'eaux pluviales ont été construits afin de fournir un meilleur accès à l'eau potable à 5 270 familles vulnérables. Par ailleurs, des filtres à eau ont été distribués et une formation aux méthodes de traitement de l'eau a été dispensée, afin de donner aux communautés les moyens techniques et les connaissances nécessaires pour garantir une meilleure qualité de l'eau.

La commune rurale d'Ambohipihaonana à Madagascar est marquée par une faible couverture en eau potable et assainissement. Avec un double enjeu : en saison sèche, l'eau de puits semble de qualité mais est en quantité insuffisante, obligeant les populations à aller chercher de l'eau à la rivière ou dans des sources non protégées ; en saison pluvieuse, par contre, l'eau du puits devient abondante mais se charge de beaucoup d'impuretés, car non protégée. Or, du fait des effets du changement climatique, on peut s'attendre à une modification du régime des précipitations, ce qui impactera sur la disponibilité et la qualité de la ressource en eau. Dans ce contexte, **Eau Sans Frontière** a réalisé un projet d'eau potable par système gravitaire afin de sécuriser l'approvisionnement en eau potable pour 1800 habitants dans 6 hameaux de la commune.

A Djibouti, dans la zone de la Corne de l'Afrique, où les sécheresses sont récurrentes, des réhabilitations de puits pastoraux ont fait partie de programmes menés par **Action Contre la Faim (ACF)**. Ces réhabilitations de points d'eau, stratégiquement localisés sur des routes de transhumances, permettent aux populations nomades d'accéder à une eau potable même pendant les périodes de sécheresse, et d'éviter les conflits liés à l'utilisation et à l'accès à cette ressource. Un fort axe « gestion de la ressource » est en outre partie prenante des projets, afin de renforcer leur impact et leur durabilité.

En Inde, l'Etat du Tamil Nadu est marqué par la sécheresse. On constate des pluies de plus en plus faibles et une période de mousson moins importante qu'auparavant, ce qui ne permet pas aux nappes phréatiques de se recharger. Afin de permettre un meilleur accès à l'eau de la population face une situation critique aggravée par les impacts du changement climatique, l'association **Kynarou** mène depuis 2008 des programmes dans le district de Theni, comprenant un volet de mise en place de réseaux d'alimentation en eau potable (construction ou réhabilitation de forages, réhabilitation de réseaux d'adduction et de distribution, installation de systèmes de filtration, distribution de filtres à eau), un volet de mise en place et formation de comités de gestion de l'eau et un volet de sensibilisation des populations. Sur la période 2008-2015, ce sont 50 000 habitants de 45 villages qui auront été touchés.



© Kynarou



© GRDR

A N'Gouronne, département de Bakel, région de Tambacounda, au Sénégal Oriental, les 9 villages de la zone sont alimentés en eau potable par 6 puits et 7 forages équipés de pompes manuelles. Compte-tenu de l'importance du cheptel, ces ouvrages sont surexploités et sont insuffisants pour alimenter hommes et bétail. Pour pallier à ce manque d'eau, les populations exploitent les nappes alluviales superficielles des marigots, en creusant des puisards, dans le fonds des vallées pour les usages domestiques et souvent alimentaires. L'usage de ces puisards pose plusieurs problèmes : chargée en sédiments et exposée aux pollutions, cette eau est impropre à la consommation humaine ; par ailleurs, en raison de l'imperméabilité des sols et du tarissement précoce des nappes alluviales, cette ressource n'est facilement exploitable que durant une courte période après la saison des pluies. Ce

phénomène est aggravé par le changement climatique qui impacte la variabilité et l'intensité des pluies.

La problématique de cette zone est donc double : il s'agit, d'une part, de soulager les ouvrages fournissant de l'eau potable aux populations en trouvant des sources d'eau alternatives pour alimenter le bétail et développer l'agriculture et, d'autre part, de renforcer les nappes alluviales pour pérenniser les puisards tout au long de l'année. Dans ce contexte, **le GRDR** est intervenu afin de réaliser des aménagements de surface, dans le but de renforcer l'infiltration des eaux de ruissellement durant la saison des pluies, et d'assurer une meilleure recharge des nappes à plus long terme. Un diagnostic participatif et une étude hydrologique des bassins ont ainsi été réalisés, et des aménagements de surface ont été construits : 6 digues filtrantes, 1 digue déversante et une mare artificielle. Ces aménagements ont permis aux 1 500 habitants de la zone des Ngouronne de voir leurs conditions d'accès à l'eau potable améliorées de façon durable et à leurs cheptels de bénéficier d'eaux de surface disponibles pendant la majeure partie de l'année.

Accès à l'assainissement

Au Liban, l'eau s'avère une ressource géostratégique sur le plan régional mais elle doit faire face à une diminution attendue, du fait des changements climatiques et à une dégradation récurrente, liée aux difficultés de développement de l'assainissement. Dans la région de Qadisha plus précisément, les prélèvements intempestifs de la ressource en amont, l'usage inconsidéré des phytosanitaires en agriculture et l'absence de dispositif d'assainissement contribuent à rendre l'exploitation de la ressource de plus en plus délicate. En outre l'enregistrement d'une partie du territoire au patrimoine mondial exige la mise en place d'une stratégie de préservation des ressources et de l'eau en particulier. Dans ce cadre, **CORAIL** et ses partenaires ont appuyé la réalisation du Schéma Directeur d'assainissement du Caza de Bcharré, l'un des districts de la région, introduit la technique de « Filtres à Planté de Roseaux » et permis la réalisation d'une station pilote « Filtre à Planté de Roseaux », renforcé les capacités de l'Etablissement des eaux du Liban Nord. L'ensemble de ces mesures permettent d'assurer la protection de la ressource en eau, menacée par le manque d'assainissement et les impacts négatifs du changement climatique.

Le quartier de Guet N'Dar, à Saint-Louis du Sénégal, est situé dans le delta du fleuve au Nord de la bande de sable "Langue de Barbarie". Au total, ce quartier compte environ 25 000 habitants, soit la densité de population la plus importante en zone urbaine au Sénégal. Or, cette zone est particulièrement menacée par la montée des eaux, conséquence du réchauffement climatique. En outre, à Guet Ndar, plus de la moitié des ménages n'ont pas accès à des installations sanitaires (douches, éviers, toilettes ou latrines) améliorées, tandis que les anciens réseaux d'égouts présents dans le quartier ne sont pas fonctionnels. Ce manque d'accès à l'assainissement pèse lourdement sur les capacités de résilience des populations, déjà fortement menacées par le changement climatique. Face à cette situation, **le GRET** intervient pour améliorer l'accès des habitants du quartier à travers : la sensibilisation de 25 000 personnes à l'hygiène et à l'environnement, la réalisation d'infrastructures d'assainissement desservant 13 000 personnes, la mise en place de schémas de gestion et de financement durables du service d'assainissement, le renforcement des acteurs locaux renforcés pour une exploitation et un suivi efficace des services d'assainissement, et, sous conditions, la réhabilitation du réseau de transfert et la station de traitement, ainsi que la création d'un système de traitement des boues de vidanges.

Les communes de Ki Phu et Van Tho (province de Thai Nguyen), au Vietnam, connaissent des contextes socioéconomique et environnemental difficiles. La grande majorité des 12 000 habitants est composée de riziculteurs, population pauvre cultivant les champs propriété de l'Etat et confrontée à l'absence de services de base. La situation en matière d'accès à l'eau potable et à l'assainissement est particulièrement préoccupante : absence de réseaux et d'ouvrages hydrauliques modernes de distribution, monceaux d'ordures ménagères organiques et inorganiques s'accumulant, en dépôts sauvages, dans les ruelles près des habitations, eaux usées ne pouvant s'évacuer dans les canaux des eaux résiduelles, souvent comblés par des déchets... Par ailleurs, les latrines, d'un coût assez élevé, incitent une bonne partie des habitants à pratiquer la défécation à l'air libre. Cette situation précaire entraîne une multiplication constante des agents pathogènes, causes de maladies endémo-épidémiques, incapacitantes ou mortelles. Cela est aggravé par le réchauffement climatique, qui favorise la prolifération de tels agents. Avec ses partenaires, l'association **EAST** a donc développé un programme global de prévention sanitaire afin d'améliorer l'hygiène et la santé publique dans les quartiers des deux communes. Ont été installés un réseau d'eau potable avec bornes fontaines, des latrines domestiques et publiques, une unité de traitement et valorisation (compost, biogaz) des boues des latrines. Les déchets organiques des ménages ont été traités dans une station de compostage et le compost a été vendu au sein des deux communes pour la fertilisation des rizières et des périmètres maraîchers. Enfin, ruelles et canaux d'évacuation des eaux usées/pluviales ont été rénovés. Bénéficiant également de formations et de fréquentes sessions d'éducation sanitaire, les diverses communautés disposent, à présent, d'un approvisionnement permanent en eau potable et voient disparaître, progressivement, tous déchets organiques et inorganiques, fermentescibles et toxiques, principaux facteurs de pollution et d'insalubrité des quartiers.

Agriculture et sécurité alimentaire

Agronomes et Vétérinaires Sans Frontière (AVSF) intervient à Madagascar, pays touché par le manque de précipitations et les aléas climatiques : les pluies, de plus en plus irrégulières, ont ainsi provoqué une baisse importante de la production. A cela s'ajoute un arrosage inadapté des cultures, qui entraîne un gaspillage de l'eau et a un impact négatif sur la fertilité des sols. Or, le système d'irrigation par goutte-à-goutte permet de fournir de l'eau aux cultures de manière plus efficace et plus régulière et de pallier à l'absence ponctuelle de précipitations. C'est pourquoi AVSF a mis en place un projet de micro-irrigation associé à des pratiques agro-écologiques dans cette zone, afin de contrer la baisse de disponibilité en eau et de continuer à assurer une production agricole rémunératrice et durable. Cela a permis d'améliorer les revenus et de renforcer la résilience face aux aléas climatiques de près de 10 000 petits agriculteurs.



© AVSF

Dans la zone sèche du Myanmar, des pluies sporadiques et intenses provoquent des inondations et de longues périodes très sèches. Les petits paysans en subissent les conséquences sur une production déjà insuffisante pour se nourrir et des revenus trop bas pour s'adapter. La migration devient la seule option. Le **GRET** déploie des méthodes alternatives d'agriculture permettant de conserver l'eau et les sols selon les principes de l'agroécologie (barrages de sédiments, plantes couvrantes sur le sol) auprès de 2 500 agriculteurs. Les sols sont plus fertiles, les conditions de vie et les revenus plus diversifiés, et les pratiques agricoles moins émettrices de gaz à effet de serre pour un effet durable sur le climat.

En 2014, le **GRDR** a réalisé une « Etude sur le système alimentaire de la région de Dakar – Etat des lieux et perspectives face aux enjeux du changement climatique », en partenariat avec la Fondation pour la Nature et l'Homme. Alors que la région de Dakar connaît depuis plusieurs décennies de profonds changements sociodémographiques et économiques, il s'agissait d'établir un état des lieux du système alimentaire local et de mettre à jour ses vulnérabilités, afin de contribuer à l'identification d'actions permettant de les réduire. Car à Dakar, l'agriculture tient encore une place centrale dans l'activité des populations. Mais elle subit déjà le changement climatique de manière directe : dégradation des sols, pertes de biodiversité, variabilité de la pluviométrie, problèmes sanitaires pour l'élevage et la production maraîchère (utilisation des eaux usées dans la

production maraîchère), baisse de la pêche artisanale du fait de la diminution de la ressource... A partir de cet état des lieux, des solutions ont pu être dégagées afin de promouvoir un système alimentaire sain en région de Dakar : sécurisation foncière des exploitations familiales de la région de Dakar et du pays, promotion de systèmes de production plus autonomes et moins gourmands en intrants (exemple de l'amélioration de la disponibilité en eau d'irrigation pour les maraîchers de la région via la promotion du système d'irrigation goutte à goutte avec pompage à partir d'énergies renouvelables), appui aux filières courtes et à un secteur agro-alimentaire générateur d'emplois valorisant les productions locales... Les exploitations familiales et durables peuvent donc à la fois répondre à la demande alimentaire de la Région et être résilientes face au changement climatique. A condition toutefois d'un changement profond dans les politiques publiques nationales.

Plus de 95% de la population de la commune de Nobéré, dans la région Centre-Sud du Burkina Faso, vit difficilement de l'agriculture de subsistance. En outre, les agriculteurs constatent une dégradation et une érosion des sols sans savoir comment les combattre. Ces dernières sont liées à l'application de techniques non respectueuses de l'environnement par les producteurs comme la surexploitation des terres pour essayer d'augmenter les rendements ou la déforestation de la zone créée par la pratique du brûlis. Il a aussi été constaté que les producteurs faisaient une utilisation inadaptée des produits phytosanitaires, ce qui met en danger leur santé et pollue l'environnement, en particulier l'eau. C'est dans ce contexte que l'association **Morija** a mis en place un projet spécifique, sur la période 2015-2018, afin d'améliorer les revenus des ménages tout en favorisant des pratiques agricoles durables. Ce, au bénéfice de 48 familles d'agriculteurs soit environ 500 personnes. Dans le cadre de ce projet, un périmètre bocager de 117ha, paysage rural entouré de haies vives, sera mis en place. A l'intérieur, plusieurs techniques seront employées pour une gestion optimale des ressources et de l'espace comme des mares de récupération de l'eau de pluie et de ruissellement qui serviront à arroser le maraichage et à abreuver le bétail, des diguettes pour contrôler l'apport en eau sur les parcelles et des fosses fumières qui approvisionneront les agriculteurs en engrais biologiques. Par ailleurs, les agriculteurs seront formés à la gestion de l'eau, l'agroforesterie, la rotation des cultures, l'utilisation des produits phytosanitaires et à la technique du zaï (pratique ancestrale pour la restauration des sols et la productivité des terres pauvres soumis à la sécheresse).

Gestion intégrée des ressources en eau

Dans le monde, la dégradation des ressources naturelles, et en particulier des ressources en eau, est préoccupante. Ainsi, les bassins des fleuves sont menacés par l'action humaine et le changement climatique. En Afrique, de l'usager au décideur, la sensibilisation et la mobilisation de tous sont nécessaires pour assurer une meilleure gestion des ressources en eau au niveau des bassins. Cela passe par l'organisation des acteurs et le renforcement de leurs capacités sur les dispositions à prendre afin de protéger les ressources en eau, selon une approche participative incluant tous les acteurs et usagers.

En 2014, dans le bassin du Congo, **Eau Vive** a ainsi conduit une mission de mise en contact des parties prenantes, de sensibilisation et de formation au plaidoyer envers les acteurs de la société civile (associations d'éleveurs, d'agriculteurs, de pêcheurs, etc.), des planificateurs et décideurs politiques. L'atelier de formation au plaidoyer a permis de faire la promotion de l'implication et de la participation effective de toutes les parties concernées dans la gestion des ressources en eau, de former les planificateurs et décideurs à la gestion et à la protection des ressources du bassin du fleuve Congo, partagé par 5 pays d'Afrique centrale (Cameroun, Centrafrique, Congo, Gabon, République Démocratique du Congo).

Biodiversité et protection de l'environnement

Au Niger, dans la région de Tillabéri, les villages font face à la dégradation croissante des ressources naturelles due aux fortes pressions anthropiques (coupe abusive du bois, extension des terres de culture, surexploitation des ressources halieutiques...) et aux effets du changement climatique. Cette dégradation provoque la formation de ravins et de glacières provoquée par l'érosion hydrique et éolienne, et entraîne l'appauvrissement des sols,

l'ensablement des mares, dont celle de Diguibari, et le déclin de la biodiversité animale et végétale. Or, l'appauvrissement de la biodiversité animale et végétale, la diminution des ressources halieutiques et du gibier, ainsi que la dégradation des sols augmentent l'insécurité alimentaire des populations des villages riverains. Privés de leurs moyens de subsistance, les villageois sont souvent contraints de migrer vers les villes où ils sont dès lors confrontés au déracinement et à d'autres formes de paupérisation urbaine. Face à cette situation alarmante, **Eau Vive** a mené un programme afin d'une part, de protéger l'environnement et de restaurer la biodiversité, et d'autre part de renforcer la sécurité alimentaire. Les activités menées (délimitation d'un périmètre de protection de la mare, production et plantation d'arbres pour lutter contre l'érosion, formation de pépiniéristes et producteurs locaux, mise en place de jardins et puits maraîchers, réintroduction d'espèces de poissons disparues dans la mare, mise en place d'un système de gestion durable des ressources naturelles) ont bénéficié aux 5 500 exploitants riverains de la mare et aux populations de la zone.



© Eau Vive

Dans le quartier de Sig Noghin à Ouagadougou, Burkina Faso, les habitants, aux faibles revenus, utilisaient massivement le bois local pour leurs besoins domestiques, entraînant ainsi le déboisement de zones de grande surface. Or, la disparition des arbres provoquent non seulement une baisse de la qualité de l'air, mais aussi de la qualité de l'eau, étant donné qu'ils participent au pompage des polluants hydriques, telluriques, organiques et toxiques. Afin de contribuer à résoudre ce problème, à même de provoquer une désertification, l'association **EAST** a appuyé la mise en œuvre d'un programme de reboisement dans la zone périphérique de Sig Noghin. Ce, à travers l'installation d'une pépinière de 100 plants d'arbres à croissance rapide (eucalyptus et autres) et la mise en place de protocoles de surveillance, de protection des plants, de fertilisation et d'arrosage par un service correspondant aux Eaux et Forêts. En outre, après la détermination des futurs lieux d'implantation, une longue sensibilisation de la population a été entreprise et l'a incité à veiller, régulièrement, à la protection et la sauvegarde des différentes pépinières.

Catastrophes liées à l'eau



© Secours Islamique France

Le Secours Islamique France (SIF) intervient dans la région du Sindh (Sud) au Pakistan, très exposée aux inondations, notamment pendant la mousson. Dans ce cadre, il mène un projet dont l'objectif est d'améliorer les conditions de vie des personnes sinistrées et de renforcer leurs capacités de préparation et de résilience face aux inondations. Ce, d'une part, à travers la reconstruction de 240 habitations en terre et bambou, plus résistantes face aux intempéries que les maisons traditionnelles, et d'autre part, à travers la préparation des communautés à faire face aux nouvelles inondations grâce à des mesures de réduction des risques comme la formation de maçons locaux à l'utilisation de matériaux plus résistants pour la construction des habitations.

Le SIF est aussi intervenu dans d'autres villages afin de renforcer des murs de protection en terre compressée, construits autour des villages afin de les protéger des inondations mais malheureusement endommagés par les eaux de mousson. 160 familles ont ainsi été protégées face à ces risques de catastrophes.

Au Darfour, **Triangle Génération Humanaire (TGH)** a mené un projet de réponse d'urgence Eau Assainissement Hygiène aux inondations et conflits tribaux qui touchent les populations de Binzidi et Um Dukhun. En effet, ces zones sont particulièrement touchées par les catastrophes naturelles, qui endommagent les infrastructures d'eau et d'assainissement, et privent les habitants d'un accès suffisant, durable et de qualité à l'eau et l'assainissement. Ces tensions autour des ressources en eau et assainissement sont aggravées par l'arrivée de

migrants qui fuient les conflits toujours en cours dans l'ouest du Darfour. Afin de résorber ces difficultés, Triangle Génération Humanitaire a construit et réhabilité des infrastructures d'eau et d'assainissement (systèmes de distribution d'eau d'urgence et pérennes, latrines), mis en place et formé des comités de gestion de l'eau et des comités de gestion des déchets, organisé des activités de promotion à l'hygiène. 21 763 personnes ont ainsi bénéficié de l'ensemble des activités.

La Corne de l'Afrique est régulièrement affectée par des sécheresses qui aggravent la situation alimentaire et nutritionnelle des populations exposées. De plus, les pressions sur les ressources naturelles (dont l'eau), combinée à l'insuffisance des infrastructures, rendent les habitants de cette région particulièrement vulnérables à la sécheresse. Face à ces problématiques, **Action contre la Faim (ACF)** mène, depuis 3 ans, un projet de réduction des risques des sécheresses dans le Sud de l'Éthiopie. Grâce aux évaluations communautaires participatives des risques, vulnérabilités et capacités, des plans communautaires de préparation et réponses aux urgences ont été établis. De plus, des actions multisectorielles ont été mises en œuvre pour renforcer la résilience des populations comme la conservation des sols, la réhabilitation de points d'eau, l'appui au programme de protection sociale, le support à l'élevage des petits ruminants, la mise en place d'activités génératrices de revenus et le développement de jardins nutritionnels et de santé. ACF a aussi renforcé les capacités des autorités locales pour une meilleure gestion du système d'alerte précoce et une meilleure analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle dans la zone d'intervention. Enfin, des campagnes de sensibilisation et des formations sur les risques ont été menées auprès des communautés et des autorités locales afin de s'assurer que la réduction des risques est intégrée dans les politiques et stratégies locales et que le relai est fait avec les représentants.



© ACF – Éthiopie